

## SOLIDARITÉS

### ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ  
ET DES DROITS DES FEMMES

**Arrêté du 8 décembre 2015 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif (JORF n° 0292 du 17 décembre 2015)**

NOR : AFSA1530628A

La ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes,  
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 314-6 et R. 314-197 à R. 314-200;

Vu les avis de la Commission nationale d'agrément, mentionnée à l'article R.314-198 en date du 19 novembre 2015;

Vu les notifications en date du 20 novembre 2015,

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Sont agréés, sous réserve de l'application des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, à compter de la date prévue dans le texte ou, à défaut, de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République française, les accords collectifs de travail et décisions suivants:

I. – *SYNEAS-FEHAP-Croix-Rouge française*

Accord du 7 septembre 2015 relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

II. – *Convention collective de la Croix-Rouge française*

Avenant n° 1 du 15 octobre 2015 relatif à la création d'un salaire minimum conventionnel.

III. – *Association Les PEP 01  
(01000 Bourg-en-Bresse)*

Accord d'entreprise du 9 octobre 2014 relatif à la négociation annuelle obligatoire.

IV. – *Fondation de l'Asile évangélique de Nice  
(06200 Nice)*

Accord d'entreprise du 18 septembre 2015 relatif au droit d'expression des salariés.

V. – *Association Entraide des Bouches-du-Rhône  
(13254 Marseille Cedex 6)*

Accord d'entreprise du 15 juillet 2015 relatif au compte épargne-temps.

VI. – *Association Maisons Paisibles  
(13160 Châteaurenard)*

Décision unilatérale du 1<sup>er</sup> septembre 2015 relative à la complémentaire santé.

VII. – *ADSEA  
(17300 Rochefort)*

Accord d'entreprise du 3 juillet 2015 relatif à l'organisation du temps de travail.

VIII. – *Association Les PEP 21  
(21000 Dijon)*

Avenant du 8 juin 2015 à l'accord d'entreprise de 2011 relatif à la GPEC.

IX. – *ASSID Bonnat-Châtelus-Malvaleix*  
(23350 Genouillac)

Avenant de révision du 15 juillet 2015 à l'accord d'entreprise du 31 août 2012 relatif à l'aménagement du temps de travail.

X. – *Fondation John Bost*  
(24130 La Force)

Accord d'entreprise du 31 août 2015 relatif au rapprochement entre la Fondation John Bost et l'Association protestante de Pau.

XI. – *Association Institut médical de La Teppe*  
(26602 Tain-l'Hermitage)

Accord d'entreprise du 23 juillet 2015 relatif à la complémentaire santé.

XII. – *Fondation Texier Gallas*  
(28000 Chartres)

Avenant du 30 juin 2015 à l'accord d'entreprise du 18 décembre 2013 relatif à l'aménagement du temps de travail.

XIII. – *Association AGIMC*  
(33370 Tresses)

Avenant n° 2 du 25 mars 2015 à l'accord d'entreprise du 25 mars 2005 relatif à la journée de solidarité.

XIV. – *ADAPEI de l'Indre*  
(36250 Saint-Maur)

Accord d'entreprise du 7 juillet 2011 relatif à l'organisation du temps de travail.

XV. – *Association l'ALHPI*  
(38360 Sassenage)

Accord d'entreprise du 15 juin 2011 relatif à l'aménagement du temps de travail.

XVI. – *UDAF de la Loire*  
(42002 Saint-Etienne)

Décision unilatérale du 3 juillet 2015 relative à la complémentaire santé.

XVII. – *Association Les PEP 43*  
(43000 Le Puy-en-Velay)

Accord d'entreprise du 3 décembre 2014 relatif à l'aménagement du temps de travail.

XVIII. – *APAJH*  
(44000 Nantes)

Accord d'entreprise du 19 juin 2015 relatif aux heures de délégation.

XIX. – *APEI Ouest 44*  
(44615 Saint-Nazaire)

Accord de révision du 24 septembre 2015 de l'accord RTT du 30 juin 1999 relatif à l'aménagement du temps de travail.

XX. – *Institut Les Cent Arpents*  
(45770 Saran)

Décision unilatérale du 17 août 2015 relative à la complémentaire santé.

XXI. – *Association Les Récollets - La Tremblaye*  
(49700 Doué-la-Fontaine)

Accord du 22 mai 2015 relatif à l'aménagement du temps de travail.

XXII. – *ADAPEI 53*  
(53000 Laval)

Accord d'entreprise du 1<sup>er</sup> octobre 2015 relatif à l'aménagement du temps de travail.

XXIII. – *Association APSIS Emergence*  
(57051 Metz)

1. Avenant de révision du 7 juillet 2015 à l'accord du 27 décembre 2000 relatif à l'aménagement du temps de travail.

2. Accord d'entreprise du 7 juillet 2015 relatif au compte épargne-temps.

XXIV. – *Association Itinéraires*  
(59000 Lille)

1. Accord d'entreprise du 18 mai 2015 relatif à l'organisation de l'affichage syndical.

2. Accord d'entreprise du 18 mai 2015 relatif à l'organisation des congés payés.

XXV. – *APEI Arras-Montreuil*  
(62310 Fruges)

Accord collectif d'entreprise du 18 septembre 2015 relatif à la complémentaire santé.

XXVI. – *Association ALTERIS*  
(63000 Clermont-Ferrand)

Avenant du 30 juin 2015 à l'accord d'entreprise de substitution du 10 janvier 2012 relatif à la protection sociale complémentaire – prorogation de délai.

XXVII. – *Croix Marine d'Auvergne*  
(63000 Clermont-Ferrand)

Accord d'entreprise du 23 septembre 2015 relatif à l'organisation du temps de travail.

XXVIII. – *Association IFCAAD*  
(67311 Schiltigheim)

Avenant n° 1 du 10 juillet 2015 relatif au droit d'expression des salariés.

XXIX. – *Association La Pierre Angulaire*  
(69300 Caluire-et-Cuire)

1. Accord d'établissement du 10 juillet 2015 relatif à l'aménagement du temps de travail – EHPAD Saint-Joseph.

2. Accord d'établissement du 10 juillet 2015 relatif à l'aménagement du temps de travail – Foyer des Pères Blancs.

XXX. – *Association DOMISOL*  
(71300 Montceau-les-Mines)

1. Accord collectif du 6 octobre 2015 relatif au compte épargne-temps.

2. Accord collectif du 6 octobre 2015 relatif au report des congés payés.

3. Accord collectif du 6 octobre 2015 relatif à la prise en charge des jours de carence.

XXXI. – *ADAPEI de la Sarthe*  
(72021 Le Mans)

1. PV de désaccord du 13 janvier 2015 relatif à la NAO 2014.

2. Accord d'entreprise du 16 septembre 2015 relatif à la complémentaire santé.

XXXII. – *Association Belle Etoile*  
(73200 Albertville)

Avenant de révision du 27 août 2015 du protocole d'accord du 24 décembre 1999 relatif à l'organisation du temps de travail.

XXXIII. – *Œuvre FALRET*  
(75015 Paris)

Accord d'entreprise du 11 juin 2015 relatif à la mutuelle complémentaire santé.

XXXIV. – *Association AFG Autisme*  
(75015 Paris)

Décision unilatérale du 14 septembre 2015 relative à la complémentaire santé.

XXXV. – *Association L'Elan Retrouvé*  
(75009 Paris)

1. Accord d'entreprise du 21 juillet 2015 relatif à la GPEC.
2. PV de désaccord partiel du 15 septembre 2015 relatif à la NAO.

XXXVI. – *ADSEA*  
(77000 Melun)

Accord d'entreprise du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif à la mise en place d'un CHSCT central.

XXXVII. – *APAJH*  
(81000 Albi)

Décision unilatérale du 27 août 2015 relative à la complémentaire santé.

XXXVIII. – *Association Plein Soleil*  
(83160 La Valette-du-Var)

Avenant du 2 juillet 2015 à l'accord du 28 juin 1999 relatif à l'externalisation du CET.

XXXIX. – *Association Hospitalière*  
(90110 Rougemont-le-Château)

Accord d'entreprise du 1<sup>er</sup> octobre 2015 relatif à la mise en place de l'essai de travail en 12 heures pour les salariés du service « la Vue des Alpes ».

XL. – *Association ABEJ Coquerel*  
(91350 Grigny)

1. Accord d'entreprise du 13 mai 2015 relatif aux modalités d'attribution de la prime décentralisée.
2. Accord d'entreprise du 13 mai 2015 relatif à la prorogation des mandats électifs.

XLI. – *Institut des jeunes sourds*  
(92340 Bourg-la-Reine)

Accords locaux du 28 août 2015 relatif à l'organisation du temps de travail.

XLII. – *Association ETAI*  
(94800 Villejuif)

Accord collectif du 15 juillet 2015 relatif au CHSCT.

XLIII. – *Association HEVEA*  
(95280 Jouy-le-Moutier)

1. Accord d'entreprise du 18 mars 2015 relatif aux astreintes.
2. Accord d'entreprise du 18 mars 2015 relatif à la GPEC.
3. Accord d'entreprise du 18 mars 2015 relatif aux temps partiels.
4. Accord d'entreprise du 18 mars 2015 de substitution à l'accord temps de travail.
5. Accord d'entreprise du 18 mars 2015 relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.
6. Accord d'entreprise du 18 mars 2015 relatif au travail de nuit.

**Art. 2.** – Ne sont pas agréés les accords collectifs de travail et décisions suivants :

I. – *Association ARAIMC*  
(13400 Aubagne)

Protocole d'accord du 2 juillet 2015 relatif à la NAO 2015.

II. – *AEHM*  
(64340 Boucau)

Accord d'entreprise du 14 août 2015 relatif à la complémentaire santé.

III. – *ADAPEI de la Sarthe*  
(72021 Le Mans)

Accord d'entreprise du 13 janvier 2015 relatif au temps d'habillage, déshabillage et douche.

IV. – *Association Moissons Nouvelles*  
(75019 Paris)

Accord du collectif du 18 mai 2015 modifié par avenant du 13 octobre 2015 relatifs à la complémentaire santé.

V. – *Association L'Élan Retrouvé*  
(75009 Paris)

Accord d'entreprise du 21 juillet 2015 relatif à l'attribution d'une prime de saisie des écritures comptables et de tenue de caisse.

**Art. 3.** – Le directeur général de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 décembre 2015.

Pour la ministre et par délégation :  
*Le directeur général*  
*de la cohésion sociale,*  
J.-P. VINQUANT

*Nota.* – Les textes des accords cités à l'article 1<sup>er</sup> (I et II) ci-dessus seront publiés au *Bulletin officiel* santé protection sociale - solidarités n° 15/12, disponible sur le site internet du ministère en charge de la santé et des affaires sociales.

ACCORD RELATIF À L'OBLIGATION D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS  
DIT « ACCORD OETH » 2016-2020

Entre, d'une part:

La Croix-Rouge française ;  
La Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP);  
Le Syndicat des employeurs associatifs de l'action sociale et médico-sociale (SYNEAS);

Et, d'autre part:

La Fédération nationale des syndicats de services de santé et services sociaux (CFDT);  
La Fédération française action santé-sociale (CFE-CGC);  
La Fédération santé-sociaux (CFTC);  
La Fédération de la santé et de l'action sociale (CGT);  
Force ouvrière-action sociale (FO);  
Force ouvrière-santé privée (FO);  
SUD santé-sociaux,

Il est convenu ce qui suit:

## SOMMAIRE

### PRÉAMBULE

1. **Contexte**
2. **Orientations**
3. **Cadre juridique**

### CHAMPS D'APPLICATION

- CHAPITRE I. – ***Plan d'embauche***  
CHAPITRE II. – ***Plan d'insertion et de professionnalisation***  
CHAPITRE III. – ***Plan de maintien dans l'emploi***  
CHAPITRE IV. – ***Plan Relations avec le secteur adapté et protégé***  
CHAPITRE V. – ***Autres actions développées par l'accord***  
CHAPITRE VI. – ***Gestion de l'accord***  
CHAPITRE VII. – ***Clauses juridiques***

### Annexes:

- Annexe 1. – Statuts de l'association OETH.  
Annexe 2. – Indicateurs chiffrés de l'accord.  
Annexe 3. – Budget de l'accord.  
Annexe 4. – Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

## PRÉAMBULE

La FEHAP ainsi que la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et la CGT ont décidé de s'engager dès 1991 dans une politique ambitieuse d'emploi des travailleurs handicapés en signant un accord. FO, la Croix-Rouge française et le Syneas ont rejoint cette volonté politique en adhérant aux accords successifs, respectivement en 1992 et 2001.

Depuis 1991, les cinq accords successifs ont permis aux entreprises couvertes de mettre en place et de mener des politiques d'emploi actives en faveur des personnes handicapées. Au vu des bilans des précédents accords, des données de l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche associative sanitaire, sociale et médico-sociale, privée à but non lucratif et des éléments recueillis dans le cadre du Tour de France OETH des régions 2014, les organisations signataires décident le renouvellement de l'accord pour la période 2016-2020.

Par ce sixième accord, les organisations signataires marquent leur volonté d'amplifier les effets de l'accord en facilitant l'intervention des entreprises à deux niveaux :

- la prise en compte de l'emploi des personnes handicapées comme un élément structurel, quotidien et partagé par tous les acteurs de l'entreprise ;
- la prise en compte des situations individuelles, en particulier sous les aspects de l'anticipation des situations à risque.

Depuis 2006, le taux d'emploi de l'accord OETH a suivi une évolution constante, passant de 4,42 % à 5,34 % en 2014. Se basant sur ces éléments, les organisations signataires réaffirment leur objectif d'atteindre au minimum le taux de 6 % et de le maintenir.

Par cet accord, les organisations signataires affirment leur attachement profond à l'application des principes traduits dans les lois de non-discrimination et d'égalité de traitement, que ce soit en matière d'accès à l'emploi, de rémunération ou de formation professionnelle. Les personnes handicapées sont des salariés embauchés pour leurs compétences.

Les signataires du présent accord souhaitent l'adhésion à celui-ci d'autres fédérations ou syndicats d'employeurs du champ de l'économie sociale et solidaire à but non lucratif.

De plus, les signataires du présent accord s'engagent à mettre en place à l'occasion du premier conseil d'administration extraordinaire courant janvier 2016, une gouvernance paritaire 50/50 entre les organisations employeurs et les organisations syndicales de salariés.

La mise en œuvre des actions de l'accord de branche relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés est suivie et contrôlée par le comité paritaire de l'accord, qui est le garant de ce dispositif et qui prendra, pendant la durée de l'accord, toutes décisions relatives aux modalités d'application de cet accord.

## 1. Contexte

Avec plus de 14 000 structures couvertes par l'accord, le secteur se caractérise par une grande diversité. Les activités sont variées et les entreprises sont de tailles très inégales. Un nombre important de ces entreprises sont structurées en multi-établissements avec un siège, et la tendance au regroupement se poursuit. Ces nouvelles dimensions ont des conséquences directes sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, qui inclut plus systématiquement l'emploi des travailleurs handicapés.

Selon les données de l'observatoire de branche, les emplois de la branche subissent une forte exposition aux accidents du travail et aux maladies professionnelles. Couplée avec l'âge relativement élevé des salariés, et particulièrement de ceux reconnus handicapés, la question de la fin de carrière est primordiale. L'anticipation des parcours, la réflexion sur la mobilité et les politiques de reclassement, notamment pour les métiers physiquement et psychologiquement exigeants, sont des enjeux de la branche.

Enfin, les niveaux de qualification nécessaires pour accéder à l'emploi ne facilitent pas l'insertion directe des personnes handicapées à la recherche d'un emploi.

## 2. Orientations

Les organisations signataires s'accordent sur les objectifs suivants :

- apporter aux entreprises un conseil et un accompagnement individualisés afin de faciliter la mise en œuvre des politiques d'emploi et ainsi :
- intégrer l'emploi des personnes handicapées dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;

- sécuriser les parcours professionnels en anticipant les situations à risque et en évitant les licenciements pour inaptitude;
- favoriser des secondes parties de carrières concertées avec les salariés;
- œuvrer pour une insertion durable;
- réduire le nombre d'entreprises qui n'emploient pas de personnes handicapées salariées;
- valoriser les bonnes pratiques de l'accord et les diffuser en interne et à l'externe;
- promouvoir les avantages de l'accord afin de rassembler un plus grand nombre d'organisations signataires.

### **3. Cadre juridique**

Cet accord s'inscrit dans le cadre de la réglementation en faveur des personnes handicapées issue de la loi du 10 juillet 1987, complétée par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Cet accord s'inscrit également dans le cadre de l'article 26 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000, qui énonce que : « L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté. »

Sont bénéficiaires du présent accord les salariés cités à l'article L.5212-13 du code du travail et ayant fourni à leur entreprise le justificatif de bénéficiaire de l'obligation d'emploi.

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Champs d'application*

Le présent accord s'applique, quels que soient leurs effectifs, à :

- l'ensemble des entreprises adhérentes à la FEHAP (Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs) et au Syneas (Syndicat des employeurs associatifs de l'action sociale et médico-sociale). L'adhésion est actée par les conseils d'administration de ces organismes;
- l'ensemble des établissements de l'entreprise Croix-Rouge française;
- l'entreprise UNIFAF, OPCA de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale.

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

##### ***Plan d'embauche***

Il est rappelé que les personnes handicapées sont des salariés embauchés pour leurs compétences et leur capacité de travail, et non pour ou malgré leur handicap. Elles bénéficient donc des mêmes droits que l'ensemble des autres salariés. Les recrutements de personnes handicapées sont ouverts à tous les emplois et à toutes les qualifications.

#### Article 2

##### *Objectifs généraux*

L'emploi des personnes handicapées et, particulièrement, leur embauche en emploi direct nécessitent un engagement des entreprises à poursuivre la mise en œuvre de leur politique active et la visibilité de celle-ci à l'extérieur de l'entreprise.

La priorité est donnée aux recrutements en contrat à durée indéterminée.

#### Article 3

##### *Indicateurs*

Pour la durée de l'accord, les objectifs sont comptabilisés selon trois modalités d'entrée :

- salariés en contrat à durée indéterminée déjà présents dans les effectifs et qui auront transmis à l'entreprise leur titre de bénéficiaire de l'obligation d'emploi;
- salariés reconnus bénéficiaires de l'obligation d'emploi et nouvellement embauchés en contrat à durée indéterminée;



- salariés reconnus bénéficiaires de l’obligation d’emploi et nouvellement embauchés en contrat à durée déterminée.

La volumétrie des indicateurs est décrite dans l’annexe 2.

#### Article 4

##### *Moyens*

#### Article 4.1

##### Favoriser l’ouverture de postes aux personnes handicapées

Afin de faciliter l’ouverture de postes aux candidats en situation de handicap, les entreprises relevant de l’accord s’engagent à :

- organiser au sein de leur service des ressources humaines des réunions de sensibilisation pour présenter la démarche et la problématique de l’accueil des personnes handicapées ;
- mettre à disposition des salariés une information sur les processus d’intégration des personnes handicapées.

#### Article 4.2

##### La recherche de candidatures

Les entreprises relevant de l’accord développent la recherche de candidatures de personnes handicapées. Afin de mettre en adéquation les compétences attendues du candidat avec les exigences du poste, la mise en œuvre d’un cursus de formation complémentaire peut être envisagée.

Dans chaque entreprise, les responsables du recrutement avec les référents handicap diversifient leur stratégie de recherche de candidats et utilisent les moyens suivants :

- bourse à l’emploi sur les sites Internet des organisations signataires et de tiers, spécialisés ou non ;
- organisation d’évènements nationaux, régionaux ou locaux, initiés par l’association OETH ou par des tiers ;
- présence dans les salons en lien avec le thème de l’emploi, et particulièrement l’emploi des personnes handicapées ;
- partenariat avec les réseaux institutionnels publics et/ou spécialisés, tels que Pôle emploi et CAP emploi.

#### Article 4.3

##### Bilan personnalisé avant l’embauche

Dans le cadre de la procédure d’embauche et après au moins un premier entretien, l’entreprise et la personne handicapée peuvent conjointement demander la réalisation d’un bilan personnalisé. Celui-ci porte, d’une part, sur les éventuels aménagements du poste de travail et/ou sur l’aménagement des horaires et, d’autre part, sur les actions de formation d’adaptation qui rendraient possible l’adéquation entre le poste proposé et la situation du candidat.

Les services de santé au travail peuvent être sollicités dans ce cadre, conformément à la législation en vigueur.

#### Article 4.4

##### Accueil de stagiaires issus de la formation initiale ou continue

Les entreprises demeurent des lieux permanents de stages pour les personnes handicapées. Ces stagiaires bénéficient du concours d’un tuteur afin de découvrir précisément les fonctions liées au poste.

#### Article 4.5

##### Relations avec les centres de rééducation professionnelle et les autres structures du domaine de la formation professionnelle

Une coopération avec les centres de rééducation professionnelle, les établissements de formation supérieure et les structures spécialisées dans la formation et l'insertion des jeunes handicapés est mise en place. Les conventions de partenariat passées avec ces organismes permettent, notamment, de favoriser l'accès à l'emploi ou l'accès aux terrains de stages.

#### Article 4.6

##### Relations avec le milieu protégé

L'accompagnement à l'embauche de personnels en provenance des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) est poursuivi.

Les établissements veillent à l'application du principe d'égalité de traitement conventionnel en matière de rémunération.

#### Article 4.7

##### Aides forfaitaires à la mobilité géographique

Afin d'accroître l'employabilité des personnes handicapées, le comité paritaire de l'accord peut mettre en place des accompagnements spécifiques favorisant la mobilité pour accéder à l'emploi.

### CHAPITRE II

#### ***Plan d'insertion et de professionnalisation***

#### Article 5

##### *Objectifs généraux*

Le plan d'insertion et de professionnalisation a pour objectif d'agir pour une intégration réussie du salarié, que ce soit par la voie de l'alternance ou par celle de l'embauche directe. L'atteinte de cet objectif nécessite la sensibilisation et la mobilisation de tous les acteurs de l'entreprise.

Les directions des entreprises, les institutions représentatives du personnel et les médecins du travail conjuguent leurs efforts afin que la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences intègre l'emploi des personnes handicapées. Dans ce cadre, le maintien et le développement des compétences des personnes handicapées font l'objet d'une attention particulière.

#### Article 6

##### *Indicateurs*

Les objectifs sont quantifiés en :

- nombre de journées « sensibilisation au handicap » organisées ;
- nombre de salariés sensibilisés ;
- nombre d'insertions par l'alternance ;
- nombre de parcours d'intégration adaptés mis en place.

La volumétrie des indicateurs est décrite dans l'annexe 2.

Des études d'impact des campagnes de sensibilisation sont réalisées.

## Article 7

### *Moyens*

## Article 7.1

### Sensibiliser et communiquer sur le handicap

Une insertion durable dans les entreprises suppose une mobilisation de tous les acteurs. Ce processus de mobilisation, parfois accompagné de dispositifs de formation, s'articule autour de :

- l'engagement des directions des entreprises :

Les directions jouent un rôle majeur dans l'initiation et la conduite de la politique d'emploi des personnes handicapées. Elles expriment leur volonté d'agir et rendent lisibles les enjeux et les engagements de l'accord. Elles incitent chaque salarié à être acteur de la politique handicap par l'information sur les problématiques liées au handicap ;

- l'implication du personnel chargé de la gestion des ressources humaines :

Il diffuse à tout nouvel embauché de l'information sur la politique handicap et les actions de sensibilisation menées dans l'entreprise. Il veille à proposer des dispositifs d'intégration personnalisés, élaborés avec les personnes handicapées. Il accompagne et conseille l'encadrement intermédiaire dans le processus d'intégration des personnes handicapées ;

- l'implication des représentants du personnel

Les délégués syndicaux et les instances de représentation du personnel sont des partenaires privilégiés de la politique handicap. Les instances de représentation du personnel sont informées et consultées sur les mesures prises par l'entreprise en la matière, conformément à leurs attributions légales et réglementaires. Les délégués syndicaux et les instances de représentation du personnel jouent un rôle majeur en tant que relais de ces mesures auprès des salariés ;

- la sensibilisation des salariés :

Afin de faciliter l'emploi des personnes handicapées dans l'entreprise, des actions de sensibilisation à destination de l'ensemble des salariés de l'entreprise sont proposées. L'association OETH met à disposition des directions et des instances de représentation du personnel des supports de communication. Les salariés sont informés de l'existence de l'accord et des mesures associées. L'accès au site Internet [www.oeth.org](http://www.oeth.org) est promu par les directions ;

- l'implication des services de santé au travail :

Les services de santé au travail, et notamment les médecins du travail, sont associés au processus d'insertion des personnes handicapées. Les directions s'assurent de leur information et de leur implication dans la démarche ;

- la facilitation de la reconnaissance du handicap :

Au-delà de l'information sur le handicap, les entreprises s'engagent à informer l'ensemble des salariés sur les possibilités de reconnaissance du handicap et les accompagnements possibles dans l'entreprise. La déclaration du statut de travailleur handicapé s'effectue à l'initiative du salarié. À son initiative, l'entreprise peut mettre en place des dispositifs spécifiques pour accompagner dans ces démarches les salariés concernés.

## Article 7.2

### Mettre en place un parcours d'intégration et un dispositif de suivi individualisé après l'embauche

Les personnes handicapées nouvellement embauchées bénéficient d'un accueil personnalisé. Cette disposition requiert le volontariat du salarié. À cet effet, des tuteurs formés sont chargés d'accueillir et d'accompagner les personnes handicapées pour faciliter leur insertion.

Dans les douze mois suivant l'embauche, l'entreprise met en place, avec la personne handicapée et la hiérarchie, un bilan de suivi de l'intégration. Celui-ci permet de faire le point sur les conditions de travail du salarié et son intégration dans l'équipe. Ce bilan peut conduire à un aménagement du poste et/ou du rythme de travail en fonction de la nature du handicap et des difficultés rencontrées.

### Article 7.3

#### Faire accéder à l'emploi

Par l'alternance :

Afin d'optimiser l'adéquation entre les besoins en emplois qualifiés des entreprises de la branche et le marché de l'emploi des personnes handicapées, les signataires de l'accord s'engagent à investir largement ce champ. Ainsi, le recrutement dans le cadre de contrats de professionnalisation ou d'apprentissage est accompagné par les mesures de l'accord en partenariat avec les financeurs de la formation professionnelle.

Actions spécifiques à destination des demandeurs d'emploi :

L'accès à un nombre important d'emplois et de qualifications de la branche étant réglementé, la problématique de l'intégration des filières de formation se pose. Compte tenu des niveaux de qualification initiale observés chez des personnes handicapées, l'accès aux filières de formation doit être facilité. Pour ce faire, les signataires de l'accord s'engagent à étudier la mise en place de tout dispositif de formation permettant aux demandeurs d'emploi d'accéder à des cycles de découverte, d'intégration et de formation aux emplois de la branche.

### Article 7.4

#### Veiller au maintien et au développement des compétences des salariés

Des actions de formation professionnelle spécifiques sont développées pour les personnes handicapées afin de :

- maintenir leur niveau de compétences et/ou de qualification requis pour l'exercice de leurs fonctions. Ces formations sont éventuellement adaptées en fonction du handicap (durée, méthodes, supports, matériels...);
- leur permettre d'utiliser les aménagements de postes réalisés.

Les personnes handicapées sont particulièrement sensibilisées aux dispositifs de bilan de compétences lorsque leur handicap ou leur environnement évolue.

Une attention particulière est prêtée à l'intégration des personnes handicapées dans les dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE). Des accompagnements à l'élaboration du dossier peuvent être pris en charge, en coopération avec les financeurs habituels.

## CHAPITRE III

### ***Plan de maintien dans l'emploi***

#### Article 8

##### *Objectifs*

Ce plan a pour objectif de favoriser le maintien dans l'emploi des salariés visés à l'article L.5212-13 du code du travail, notamment ceux en risque d'inaptitude. Il est établi que plus la prise en charge est organisée de manière anticipée, plus le maintien dans l'emploi a de chances de réussir.

Les signataires de l'accord affirment que le maintien dans l'emploi a autant de valeur que l'embauche directe.

En cas de licenciement « collectif », l'établissement maintient, s'agissant de l'effectif, un pourcentage au moins égal de personnes handicapées.

#### Article 9

##### *Indicateurs*

Nombre de salariés reconnus bénéficiaires de la loi.

Nombre et types d'aménagements.

Nombre de bilans.

Nombre de formations professionnelles d'anticipation.

Nombre de formations professionnelles de reconversion.

Pourcentage de reconversions réussies après la réalisation d'un bilan.

La volumétrie des indicateurs est décrite dans l'annexe 2.

## Article 10

### *Moyens*

Les mesures ci-après peuvent être mises en œuvre :

#### Article 10.1

##### Partenariat avec les équipes pluridisciplinaires des services de santé au travail

La réussite d'une politique d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées passe par une coopération active des entreprises avec les services de santé au travail. L'information et des opérations de sensibilisation à destination de ces organismes peuvent être mises en œuvre. Le cas échéant, les entreprises effectuent des retours d'expériences réussies afin de construire ce partenariat sur le long terme.

Les aménagements de postes susceptibles d'être financés par les mesures de l'accord sont issus de préconisations du médecin du travail.

Les projets d'emploi futur dans le cadre des reconversions professionnelles sont soumis à l'avis préalable du service de santé au travail auquel l'établissement est rattaché.

#### Article 10.2

##### L'aménagement du poste et de l'environnement de travail

Selon les besoins du salarié, l'entreprise peut solliciter des financements destinés à couvrir tout ou partie du coût généré par l'aménagement ergonomique du poste de travail et/ou de son accès.

Les dépenses liées aux obligations légales d'accessibilité des locaux professionnels ne peuvent pas être prises en charge par le budget de l'accord.

Ces aménagements peuvent être des aides :

- techniques : matériels, logiciels, équipement individuel, etc. ;
- d'accès au poste de travail : transport adapté, permis de conduire, etc. ;
- humaines, dont les aides à la communication ;
- d'accompagnement de la mobilité géographique afin de rapprocher le domicile du lieu de travail.

Les personnes handicapées sont associées au choix des aménagements réalisés.

Le télétravail peut être envisagé comme une solution de maintien dans l'emploi dans le cadre légal en vigueur et doit résulter d'une volonté du salarié. Des aménagements du poste de travail peuvent être réalisés dans ce cadre.

#### Article 10.3

##### L'anticipation des situations à risque et la prévention de la désinsertion professionnelle

###### Mise en place de bilans

De manière préventive, l'entreprise peut solliciter la réalisation d'un bilan spécifique de nature à répondre à la problématique du salarié : maintien dans l'emploi, reconnaissance de la lourdeur du handicap, orientation professionnelle, handicap complexe...

###### Maintien dans l'emploi par la formation professionnelle

Lorsqu'un risque d'inaptitude est signifié par le médecin du travail, l'employeur peut solliciter le financement d'une période de professionnalisation dans les conditions requises par la législation sur la formation professionnelle.

Afin de permettre l'anticipation des conséquences de l'évolution des postes de travail ou du handicap, des projets spécifiques de formation professionnelle peuvent être financés. Les actions de formation qui entrent dans le plan de formation ne peuvent pas être prises en charge par l'accord, et l'entreprise doit démontrer que son plan de formation est entièrement engagé pour pouvoir bénéficier de ces dispositions.

La coopération avec les cellules de prévention de la désinsertion professionnelle des CARSAT est poursuivie.

Une démarche conjointe, salarié, employeur, médecin du travail et IRP, doit permettre d'étudier toutes les possibilités de maintien dans l'emploi, y compris en sollicitant les organismes compétents (organisme de prévoyance, MDPH, CARSAT...).

Le présent accord rappelle la possibilité pour le salarié de demander une visite auprès du médecin du travail.

#### Article 10.4

##### La reconversion

Dès lors que le médecin du travail donne un avis d'inaptitude ou formule, lors d'un arrêt de travail, une inaptitude prévisible au retour au poste, l'établissement peut solliciter le financement d'une reconversion professionnelle.

Les actions de reconversion professionnelle par la formation permettent au salarié de conserver une activité professionnelle. Elles peuvent également être envisagées pour favoriser son insertion dans un autre secteur.

Par la signature de conventions de partenariat, la prise en charge financière des reconversions s'effectue conjointement avec des organismes tiers. Une recherche de partenaires est réalisée auprès de l'OPCA de branche, de la CPNE-FP et d'autres OPCA.

#### CHAPITRE IV

##### ***Plan relations avec le secteur adapté et protégé***

#### Article 11

##### *Objectifs*

Le recours au secteur protégé et adapté permet la valorisation de dispositifs d'accès progressif à l'emploi ordinaire ou l'exercice d'une activité professionnelle dans des conditions aménagées avec un soutien médico-social et psycho-éducatif. Il constitue également un moyen complémentaire de satisfaction à l'obligation d'emploi.

#### Article 12

##### *Indicateurs*

Liens de partenariat avec les réseaux du secteur adapté et protégé tels que les réseaux GESAT et ANDICAT.

La volumétrie des indicateurs est décrite dans l'annexe 2.

#### Article 13

##### *Moyens*

Les relations commerciales avec le travail adapté et protégé sont développées. Ainsi, l'association OETH informe les entreprises de l'accord du panel d'activités des entreprises adaptées, des centres de distribution de travail à domicile et des établissements et services d'aide par le travail. Une attention particulière est prêtée aux conventions de prestations de longue durée permettant le développement des compétences et de l'emploi au sein des ESAT.

#### CHAPITRE V

##### ***Autres actions développées par l'accord***

#### Article 14

##### *Objectifs*

Par le développement des actions de prévention du handicap, l'accord OETH a été novateur, dépassant largement les mesures de compensation du handicap mises en place dans les entreprises. Les signataires de l'accord entendent poursuivre les démarches expérimentales et innovantes pour favoriser l'emploi des personnes handicapées et lutter contre la survenue du handicap.

## Article 15

### *Indicateurs*

Nombre d'actions de prévention du handicap.

Nombre de référents handicap formés.

La volumétrie des indicateurs est décrite dans l'annexe 2.

## Article 16

### *Moyens*

#### Article 16.1

##### Prévention du handicap

Des mesures de prévention générale du handicap sont favorisées dans les entreprises.

L'évolution croissante du nombre d'inaptitudes prononcées par les médecins du travail démontre le risque grandissant pour un salarié de développer un handicap physique ou psychique dans son milieu de travail.

Les actions de prévention, définies en fonction des spécificités et des risques potentiels de la structure, couvrent deux champs d'action majeurs :

- la prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS) ;
- la prévention des risques psychosociaux (RPS).

D'autres thèmes de prévention ou d'actions, dont ceux relatifs à la qualité de vie au travail, peuvent être développés au cours de la mise en œuvre de l'accord en fonction de l'évolution des besoins des entreprises.

#### Article 16.2

##### Intégration des handicapés psychiques

Depuis de nombreuses années, l'accord a prévu l'engagement des entreprises dans le champ du handicap psychique, tant au niveau de l'incitation à la reconnaissance qu'à celui de l'intégration de ce handicap dans les entreprises. Ce sujet reste problématique pour les entreprises, et le travail déjà engagé doit être poursuivi. L'accord renouvelle son partenariat avec les organismes spécialisés du secteur.

#### Article 16.3

##### Développement des référents handicap

Depuis 2010, les mesures de l'accord forment et permettent la mise en place des référents handicap dans les entreprises de l'accord. Cette action est massivement poursuivie, et l'animation de ce réseau est organisée par l'association OETH. Les principales fonctions des référents handicap sont :

- répondre à toutes les questions que peut se poser un salarié quant à l'intérêt d'être reconnu bénéficiaire de la loi ;
- suivre les salariés détenteurs d'un titre de bénéficiaire de la loi au cours de leur carrière professionnelle ;
- accompagner les salariés dans leur démarche pour être reconnus bénéficiaires de la loi ;
- faciliter l'intégration d'un nouveau salarié ayant un titre de bénéficiaire de la loi ;
- anticiper au mieux les démarches à effectuer au cours des arrêts de travail ou même dès la restriction d'aptitude ;
- favoriser la recherche de solutions face aux situations d'inaptitude ;
- être le relais des missions handicap nationales ou associatives lorsqu'elles existent.

#### Article 16.4

##### Innovations et expérimentations

Les organisations signataires réaffirment leur volonté de poursuivre les expérimentations et les innovations sur tous les plans de l'accord. À ce titre :

- elles restent en veille par rapport aux dispositifs initiés par des tiers et qui pourraient être appliqués dans le cadre de l'accord ;
- elles initient, accompagnent et diffusent les projets innovants.

CHAPITRE VI

**Gestion de l'accord**

Article 17

*Contribution financière à l'obligation d'emploi*

Toutes les entreprises du champ d'application du présent accord qui ne satisfont pas à l'obligation d'emploi définie par le code du travail versent leurs contributions à l'association OETH.

Dans le cas d'entreprises à établissements multiples, l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés du présent accord peut être appréciée au niveau du siège. Ce choix est adressé par écrit au comité paritaire de l'accord. Cette décision vaut pour la durée de l'accord. Dans ce cas, tous les établissements et services de l'organisme gestionnaire sont inclus dans la déclaration d'emploi des travailleurs handicapés. En revanche, seuls les établissements relevant du champ d'application de l'accord peuvent bénéficier des actions de l'accord.

Les entreprises de moins de vingt salariés non assujetties à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés bénéficient des actions de l'accord.

Article 18

*Budget de l'accord*

Le budget prévisionnel sur les cinq années figure en annexe du présent accord.

Le budget annuel de l'accord est au moins égal au montant des contributions financières dues par les entreprises au titre de l'obligation d'emploi et reçues dans l'année correspondante. Ce fonds est entièrement mutualisé.

Le budget est révisé annuellement. Pour la première année de l'accord, il est éventuellement augmenté du solde de l'accord précédent, si celui-ci est positif.

Le budget prévisionnel est fongible d'une année sur l'autre pendant la durée de l'accord. Cette fongibilité s'exerce également entre les différents plans afin de permettre des interventions financières adaptées.

Le financement des mesures décidées par le comité paritaire de l'accord est réalisé dans le cadre du budget de l'accord, hormis les aides prévues par les lois et règlements en vigueur et dans la limite des plafonds fixés par le comité paritaire de l'accord.

Compte tenu de l'importance des objectifs à atteindre, les organisations signataires estiment nécessaire d'engager chaque année les contributions reçues dans ladite année pour la réalisation des plans d'action prévus dans le présent accord.

Article 19

*Pilotage national*

Article 19.1

**Rôle des organisations signataires au niveau national pour la promotion de l'accord**

Les organisations signataires sont parties prenantes de l'élaboration, du suivi et de la mise en œuvre des engagements du présent accord. Afin de leur permettre de promouvoir l'accord au niveau national de leurs organisations et aux niveaux infranationaux (régions, départements, entreprises), le comité paritaire de l'accord détermine les moyens nécessaires, et notamment le financement forfaitaire accordé à chaque organisation signataire. Ce financement annuel est précisé dans le règlement intérieur de l'accord.

Les organisations signataires s'engagent, notamment, à assurer la promotion de l'accord par les moyens suivants :

- nomination d'un correspondant national par organisation signataire ;
- lorsque ce niveau existe, nomination d'un correspondant régional ou interrégional dont les attributions sont définies par le comité paritaire de l'accord en concertation avec les organisations signataires ;
- diffusion, sur les sites Internet et les supports de communication dématérialisés ou imprimés :
  - de l'accord ;
  - des mesures liées ;



- des évènements, manifestations et rencontres organisés par l'association de gestion ;
- des dossiers techniques relatifs à l'emploi des personnes handicapées dans l'accord ;
- présentation de l'accord et des mesures lors des réunions de réseaux internes ;
- sensibilisation des entreprises nouvellement adhérentes ;
- incitation des entreprises adhérentes à la nomination d'un référent handicap en interne ;
- communication sur les valeurs et les avantages de l'accord à destination des acteurs externes à la BASS (branche de l'action sanitaire et sociale).

Le montant financier forfaitaire est versé sur présentation de justificatifs.

## Article 19.2

### Le comité paritaire de l'accord

#### Article 19.2.1

##### Missions et composition

La mise en œuvre des actions de l'accord est suivie et contrôlée par le comité paritaire de l'accord, qui est le garant de ce dispositif et prend toutes décisions relatives aux modalités d'application.

Le comité paritaire de l'accord comprend deux collègues :

- pour le collègue salariés : deux membres par organisation syndicale de salariés signataire de l'accord ;
- pour le collègue employeurs : un nombre équivalent au total des représentants des organisations syndicales de salariés signataires de l'accord. La répartition du collègue employeurs est définie dans le règlement intérieur du comité paritaire de l'accord.

Les demandes d'adhésion nécessitent une décision du comité paritaire de l'accord.

Les parties signataires s'engagent à inclure l'accord et ses résultats dans les négociations obligatoires de la branche et de l'entreprise pour mieux l'appliquer, le faire connaître et favoriser son extension.

#### Article 19.2.2

##### Fonctionnement

La fréquence des réunions est définie par le règlement intérieur du comité paritaire de l'accord.

L'examen des demandes d'intervention par le comité paritaire de l'accord est subordonné à la communication de l'avis des instances représentatives du personnel prévu par la réglementation en vigueur chaque fois que cet avis est sollicité.

#### Article 19.2.3

##### Évaluations

Dans l'objectif de faire évoluer l'accord afin de répondre aux besoins des entreprises, le comité paritaire de l'accord sollicite des bilans d'activité et des expertises afin d'évaluer les mesures de l'accord. Il interroge régulièrement les entreprises adhérentes.

Les engagements précis, mesurables, pris dans le présent accord donnent lieu à une évaluation permanente.

Les bilans annuels d'activité élaborés par l'association de gestion sont transmis aux membres du comité paritaire de l'accord et à la DGEFP-METH.

#### Article 19.2.4

##### Forfait déplacement et temps de réunion, et CCN

Les frais de déplacement des membres du Comité paritaire de l'accord sont pris en charge selon les modalités définies par le règlement intérieur du Comité paritaire de l'accord. Le temps de réunion et de préparation des membres du comité est rémunéré comme temps de travail, conformément aux conventions collectives des trois organisations employeurs.

#### Article 19.2.5

##### Rôle des instances représentatives du personnel

Les signataires de l'accord soulignent le rôle important des instances représentatives du personnel dans l'accompagnement de la mise en œuvre d'une politique d'emploi des personnes handicapées.

Ce rôle inclut également le conseil aux salariés et l'impulsion auprès des différents acteurs de l'entreprise (ex. : demandes de reconnaissance de bénéficiaires de la loi, intégration des personnes handicapées dans les équipes...). Les entreprises veillent au développement de ce partenariat dans le cadre de leurs attributions respectives.

Les entreprises, conformément à l'article R. 5212-4 du code du travail, portent à la connaissance du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel la déclaration d'emploi des travailleurs handicapés. Par ailleurs, cette présentation est complétée par l'ensemble des mesures mises en œuvre par les établissements en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés, dont les financements accordés par l'accord OETH.

### Article 19.3

#### Association de gestion

Le présent accord et les décisions du comité paritaire de l'accord sont mis en œuvre par l'association OETH, qui assure la collecte et la gestion des contributions des établissements, la mise en œuvre des actions définies dans l'accord et des décisions prises par le comité paritaire de l'accord. Elle rend compte régulièrement de ses activités sous forme de rapports très détaillés permettant au comité d'assumer en toute connaissance de cause sa mission générale et de prendre toutes décisions appropriées. Elle fait également toutes propositions utiles audit comité.

L'article des statuts fixant l'objet de l'association est libellé comme suit : « L'objet de l'association est la mise en œuvre de l'accord relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dit "accord OETH". »

Les éventuelles modifications des statuts de l'association sont soumises à l'accord du comité paritaire de l'accord.

### Article 19.3.1

#### Composition

Sont membres de l'association OETH :

- les organisations employeurs signataires de l'accord relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés,
- les organisations syndicales de salariés signataires de l'accord relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

## CHAPITRE VII

### ***Clauses juridiques***

#### Article 20

##### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de cinq ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2020.

#### Article 21

##### *Conditions de validité*

L'entrée en vigueur de l'accord est subordonnée à son agrément par l'autorité administrative compétente, la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, conformément à la circulaire DGEFP 2009-16 du 27 mai 2009. À défaut d'agrément, le présent accord est réputé nul et non avenu.

## Article 22

### *Modalités de compte rendu aux services de l'État*

Chaque année, un bilan est établi par l'association de gestion. Il permet d'évaluer le niveau de réalisation des projets et de mesurer les indicateurs. Il fixe les objectifs et les projets de l'année suivante. Il est transmis au comité paritaire de l'accord, puis à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle.

Conformément à la circulaire DGEFP 2009-16 du 27 mai 2009, en fin d'accord et afin d'apprécier l'opportunité de son renouvellement, un bilan pluriannuel est présenté au comité paritaire de l'accord.

## Article 23

### *Révision*

Les signataires de l'accord peuvent demander la révision du présent accord conformément aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des parties signataires. Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision et doit être accompagnée de propositions écrites de substitution.

Dans un délai maximal de trois mois à compter de la demande de révision, les parties doivent se rencontrer pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision. Pour prendre effet, l'avenant de révision doit être préalablement agréé par l'autorité compétente.

## Article 24

### *Agrément, dépôt et publicité*

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord est déposé en double exemplaire, dont une version sur support papier signée par les parties et une version sur support électronique, auprès de la DIRECCTE. Un exemplaire de ce texte est également remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

En outre, conformément à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles, le présent accord devra être soumis à l'agrément du ministère chargé de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 7 septembre 2015.

La Croix-Rouge française  
représentée par Simone Preyssas

*signé*

La Fédération des établissements hospitalier  
et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP)  
représentée par

*signé*

Le Syndicat des employeurs associatifs de l'action sociale  
et médico-sociale (Syneas)  
représenté par Janine Cayet

*signé*

La Fédération nationale des syndicats de services de santé  
et services sociaux (CFDT)  
représentée par Claudine Villain

*signé*

La Fédération française action santé-sociale (CFE-CGC)  
représentée par Isabelle Caresmel

*signé*

La Fédération santé-sociaux (CFTC)  
représentée par Bruno Delhomme

*signé*

La Fédération de la santé et de l'action sociale (CGT)  
représentée par Mireille Stivala

*signé*

Force ouvrière - action sociale (FO)  
représentée par Jacques Moscovitch

*signé*

Force ouvrière - santé privée (FO)  
représentée par Pascaline Modaine

*signé*

SUD santé-sociaux  
représentée par

*non signataire*

ANNEXE 1

STATUTS DE L'ASSOCIATION OETH

**Statuts de l'association OETH  
(Adoptés par le conseil d'administration extraordinaire du 4 septembre 2015  
et validés par le comité paritaire de l'accord du 7 septembre 2015)**

PRÉAMBULE

La FEHAP ainsi que la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et la CGT ont décidé de s'engager dès 1991 dans une politique ambitieuse d'emploi des travailleurs handicapés en signant un accord. FO, la Croix-Rouge française et le Syneas ont rejoint cette volonté politique en adhérant aux accords successifs, respectivement en 1992 et 2001.

Le dispositif a été constamment reconduit par des accords successifs signés pour les périodes 1996-2000, 2001-2005, 2006-2010, 2011-2015 et, récemment, 2016-2020.

La mise en œuvre des actions de l'accord relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dit « accord OETH » est suivie et contrôlée par le comité paritaire de l'accord, qui sera le garant de ce dispositif et prendra, pendant la durée de l'accord, toutes décisions relatives aux modalités d'application de celui-ci.

Cet accord prévoit la création d'une association de gestion régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et ses décrets d'application afin d'assurer la collecte des contributions des établissements, la mise en œuvre et la gestion des actions définies dans l'accord et l'application des décisions prises par le comité paritaire de l'accord.

Article 1<sup>er</sup>

*Constitution*

Il est constitué entre les signataires de l'accord une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Article 2

*Dénomination*

La dénomination de l'association est OETH (Obligation d'emploi des travailleurs handicapés).

Article 3

*Objet*

L'objet de l'association est la mise en œuvre de l'accord relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dit « accord OETH ».

Pour réaliser son objet, l'association assure la collecte et la gestion des contributions des établissements, la mise en œuvre des actions définies dans l'accord et des décisions prises par le comité paritaire de l'accord.

Article 4

*Siège*

Le siège de l'association est situé au 47, rue Eugène-Oudiné, 75013 Paris.

Il pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration.

Article 5

*Durée*

L'association est constituée pour une durée illimitée.

## Article 6

### *Composition*

L'association se compose :

- des organisations employeurs signataires de l'accord relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
- des organisations syndicales de salariés signataires de l'accord relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

## Article 7

### *Conseil d'administration*

Le conseil d'administration de l'association comprend deux collèges :

- 1<sup>er</sup> collège : vingt membres désignés par les conseils d'administration des organisations employeurs signataires de l'accord ;
- 2<sup>e</sup> collège : dix membres du comité paritaire de l'accord, à raison de deux membres par organisation syndicale de salariés signataire de l'accord.

## Article 7.1

### *Durée et exercice du mandat*

Les administrateurs sont désignés pour la durée de l'accord. Leur mandat expire au terme de l'accord ou sur décision de leur organisation.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour quelque cause que ce soit, il est immédiatement pourvu à son remplacement par l'organisation syndicale de salariés ou l'organisation employeurs l'ayant désigné pour la durée du mandat restant à courir.

## Article 7.2

### *Pouvoirs et missions*

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs pour réaliser ou faire réaliser sous son contrôle les missions de mise en œuvre et de gestion des dispositifs prévus par l'accord, ainsi que les décisions du comité paritaire de l'accord.

Il a notamment les missions suivantes :

- approuver les budgets et les comptes annuels, et assurer leur publicité ;
- désigner les commissaires aux comptes ;
- décider les acquisitions, échanges, aliénations d'immeubles ;
- embaucher et licencier le directeur (ou la directrice) sur proposition du président ;
- attribuer les délégations de signatures ;
- décider d'ester en justice ;
- modifier les statuts et adopter le règlement intérieur.

Le conseil d'administration peut inviter à ses travaux toute personne dont le concours lui paraît utile.

## Article 7.3

### *Réunion du conseil d'administration*

#### Article 7.3.1

##### *Convocation*

Le conseil d'administration se réunit, sur convocation de son président, au moins deux fois par an et autant de fois que nécessaire sur la demande de la moitié plus un de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le président.

L'ordre du jour comprend obligatoirement les questions ayant fait l'objet d'une demande présentée par la moitié plus un des membres.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en donnant pouvoir par écrit à un autre administrateur appartenant au même collège. Toutefois, aucun administrateur ne pourra disposer de plus de deux pouvoirs.

#### Article 7.3.2

##### Quorum

Le conseil d'administration peut valablement délibérer dès lors que le nombre d'administrateurs présents ou représentés est au moins égal à la moitié plus un des membres.

Lorsque ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est convoqué à nouveau dans un délai de huit jours et peut délibérer sur le même ordre du jour quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

#### Article 7.3.3

##### Majorité

Les décisions du conseil d'administration font l'objet d'un vote majoritaire de la moitié plus un des membres présents ou représentés.

#### Article 8

##### *Bureau*

#### Article 8.1

##### Composition

Le bureau de l'association est composé de sept membres qui se répartissent ainsi :

- président;
- vice-président;
- trésorier;
- trésorier adjoint;
- secrétaire;
- secrétaire adjoint;
- président ou vice-président du comité paritaire de l'accord représentant les organisations syndicales de salariés.

#### Article 8.2

##### Durée du mandat

Les membres du bureau sont désignés pour une durée égale à la moitié de celle de l'accord. Leur mandat prend fin à la date à laquelle la nouvelle composition du bureau est actée par le conseil d'administration.

#### Article 8.3

##### Missions

Le bureau dispose d'un pouvoir décisionnel conformément aux délégations de pouvoirs données par le conseil d'administration.

Le bureau a pour mission :

- de soumettre les projets de résolution au conseil d'administration, lui faire toute proposition et suivre la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration;
- d'exercer les délégations temporaires que le conseil d'administration lui confie;
- d'arrêter les budgets et les comptes annuels, et de les soumettre pour approbation au comité paritaire de l'accord et au conseil d'administration.

#### Article 8.4

##### Réunion du bureau

Le bureau se réunit, sur convocation de son président, au moins trois fois par an et autant de fois que nécessaire sur convocation du président ou à la demande de deux tiers de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le président.

Le bureau peut valablement délibérer dès lors que le nombre de membres présents ou représentés est d'un minimum de quatre membres.

Le bureau peut inviter à ses travaux toute personne dont le concours lui paraît utile.

#### Article 9

##### *Président*

Le président de l'association est aussi le président du bureau. Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a notamment qualité pour ester en justice au nom de l'association, tant en demande qu'en défense, former tous appels ou pourvois et consentir toutes transactions.

Il peut consentir des délégations de pouvoirs à tout membre du conseil d'administration et au (à la) directeur (directrice).

#### Article 10

##### *Trésorier*

Il suit pour le compte du conseil d'administration la vie financière de l'association.

Il présente au bureau et au conseil d'administration le budget, les comptes de résultat, le bilan et le rapport financier.

Il est assisté dans ses tâches par un trésorier adjoint qui le remplace en cas d'indisponibilité.

#### Article 11

##### *Règlement intérieur*

Le conseil d'administration fixe au moyen d'un règlement intérieur les modalités non prévues par les présents statuts.

Le règlement intérieur ne peut en aucun cas être contraire ni aux dispositions de l'accord « accord relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dit "accord OETH" » ni à celles des présents statuts.

#### Article 12

##### *Modification des statuts*

Les présents statuts peuvent être modifiés par le conseil d'administration réuni à cet effet en séance extraordinaire.

La demande de modification peut être adressée par toute organisation membre de l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

La réunion du conseil d'administration, qui doit avoir lieu dans les deux mois suivant le dépôt de la demande, est convoquée un mois à l'avance.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer dès lors que le nombre d'administrateurs présents ou représentés est au moins égal aux deux tiers des membres.

Les modifications des statuts sont adoptées par vote majoritaire de la moitié plus un des membres présents ou représentés.

Les modifications apportées aux statuts ne prennent effet qu'après accord du comité paritaire de l'accord et ne peuvent être contraires aux dispositions de l'accord.

#### Article 13

##### *Exercice social*

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.



Article 14

*Commissaires aux comptes*

Le conseil d'administration désigne un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant. Le commissaire aux comptes titulaire exerce sa mission de contrôle dans les conditions prévues par les normes et règles de sa profession.

Article 15

*Dissolution*

La dissolution de l'association ne peut intervenir que sur décision du conseil d'administration réuni à cet effet en séance extraordinaire.

La dissolution ne pourra prendre effet qu'après accord du comité paritaire de l'accord.

En cas de dissolution de l'association, ses biens sont dévolus à un ou des organismes de même nature, qu'il appartient au conseil d'administration de désigner.

## ANNEXE 2

## INDICATEURS CHIFFRÉS DE L'ACCORD

Ces indicateurs sont estimés sur le périmètre suivant au 31 décembre 2014:

13 456 entreprises adhérentes;

3 124 entreprises déclarantes (soumises à l'obligation d'emploi);

186 déclarants à taux zéro;

265 601 ETP (effectif d'assujettissement des déclarants);

15 595 UB (unités bénéficiaires);

taux d'emploi légal de 5,53 % au titre de la DOETH 2014.

Indicateurs chiffrés de l'accord OETH					
Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de salariés en contrat à durée indéterminée déjà présents dans les effectifs et qui auront transmis à l'entreprise leur titre de bénéficiaire de l'obligation d'emploi	900	850	800	750	700
Nombre de salariés reconnus bénéficiaires de l'obligation d'emploi et nouvellement embauchés en contrat à durée indéterminée	400	425	450	475	500
Salariés reconnus bénéficiaires de l'obligation d'emploi et nouvellement embauchés en contrat à durée déterminée	700	700	700	700	700
Nombre de journées « sensibilisation au handicap » mises en place	50	75	100	100	100
Nombre d'insertions par l'alternance	30	35	40	40	40
Nombre de parcours d'intégration adaptés mis en place	40	42	45	47	50
Nombre et types d'aménagements	450	450	450	450	450
Nombre de bilans	200	200	200	200	200
Nombre de formations professionnelles d'anticipation	40	60	80	100	100
Nombre de formations professionnelles de reconversion	80	60	40	20	20
Pourcentage de reconversions réussies après la réalisation d'un bilan	90 %	90 %	90 %	90 %	90 %
Liens de partenariat avec les réseaux du secteur adapté et protégé tels que les réseaux GESAT et ANDICAT)	qualitatif				
Evolution des unités bénéficiaires de sous-traitance	1 300	1 365	1 433	1 505	1 580
Pourcentage d'entreprises à taux d'emploi légal égal à « 0 % »	6 %	5,5 %	5 %	4,5 %	4 %
Nombre d'actions de prévention du handicap	Jusqu'à 10 % des contributions				
Nombre de référents handicap formés	50	50	50	50	50

ANNEXE 3

BUDGET DE L'ACCORD

Il n'y a pas de report financier de l'accord 2010-2015.

BUDGET ANNUEL POUR LA PÉRIODE 2016-2020		
Objets	Montants	%
Plan d'embauche	1 050 000 €	15
Plan d'insertion et de professionnalisation	1 400 000 €	20
Plan de maintien dans l'emploi	2 800 000 €	40
Autres actions développées dans l'accord	350 000 €	5
Gestion de l'accord	1 400 000 €	20
Total	7 000 000 €	100

ANNEXE 4

LES BÉNÉFICIAIRES DE L'OBLIGATION D'EMPLOI

La liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi est donnée par l'article L. 5212-13 du code du travail. Sont visés :

1. Les personnes reconnues travailleurs handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).
2. Les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire.
3. Les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain.
4. Les bénéficiaires mentionnés à l'article L. 394 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.
5. Les bénéficiaires mentionnés aux articles L. 395 et L. 396 du même code.
6. (Abrogé par la loi n° 2008-492 du 26 mai 2008, *JO* du 27).
7. (Abrogé par la loi n° 2008-492 du 26 mai 2008, *JO* du 27).
8. (Abrogé par la loi n° 2008-492 du 26 mai 2008, *JO* du 27).
9. Les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service.
10. Les titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles.
11. Les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

AVENANT N° 01 DU 15 OCTOBRE 2015 À LA CONVENTION COLLECTIVE  
CROIX-ROUGE FRANÇAISE 2003

Entre: La Croix-Rouge française  
98, rue Didot, 75014 Paris

D'une part,

La Fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT  
47-49, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris

La Fédération CFTC santé et sociaux  
34, quai de Loire, 75019 Paris

La Fédération de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC  
39, rue Victor-Massé, 75009 Paris

La Fédération de la santé et de l'action sociale CGT  
263, avenue de Paris, Case 538, 93515 Montreuil Cedex

La Fédération des services publics et de santé FO  
153-155, rue de Rome, 75017 Paris

D'autre part.

PRÉAMBULE

Dans le cadre des négociations entre la direction de la Croix-Rouge française et les partenaires sociaux, le présent accord garantit aux salariés concernés un salaire minimum Croix-Rouge française.

Article 1<sup>er</sup>

*Création d'un salaire minimum Croix-Rouge française*

Il est créé un nouvel article 4.2.1 *bis* intitulé « salaire minimum Croix-Rouge française ». Le salaire minimum est garanti à l'ensemble des personnels ayant un mode de rémunération régi par la grille de classification. Sont exclus de cette garantie les salariés ayant une rémunération fixée par le niveau du SMIC (en particulier certains contrats aidés), ainsi que les emplois non régis par la grille de classification tels que, et à titre d'exemple, sans que cette liste soit exhaustive, les assistants maternels, médecins, pharmaciens, dentistes, et formateurs occasionnels.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, le salaire minimum Croix-Rouge française brut mensuel est fixé à 1 466,52 euros pour un temps de travail à temps plein. La valeur de ce salaire sera renégociée chaque année dans le cadre des NAO.

Le salaire minimum est déterminé en prenant en compte l'ensemble des éléments de rémunération précisés ci-dessous et perçus par le salarié en contrepartie ou à l'occasion du travail au sens des dispositions légales et jurisprudentielles.

Le salaire minimum est défini ci-après :

- les éléments pris en compte dans le salaire minimum sont les suivants :
  - coefficient;
  - bonus technicité individuel;
  - prime individuelle mensuelle prévue dans l'article 4.2.3 de la convention collective CRf;
- les éléments exclus de la détermination du salaire minimum sont les suivants :
  - GER;
  - prime de cherté;
  - prime individuelle exceptionnelle;
  - avantages en nature;

- éléments variables liés à l'activité (heures supplémentaires, heures complémentaires, heures de travail pour nuits/dimanches et jours fériés, gardes, astreintes, etc.).

## Article 2

### *Interprétation du présent avenant*

En cas de litige relatif à l'application de cet avenant de révision ou son interprétation, celui-ci relève de la compétence de la commission paritaire d'Interprétation et de conciliation qui devra être saisie dans les conditions prévues à l'article 2.1.2 de la convention collective nationale de la Croix-Rouge française.

## Article 3

### *Publicité et dépôt légal*

Un exemplaire du présent avenant sera notifié à chacun des signataires.

Après notification aux signataires et après expiration du délai d'opposition, le présent avenant sera notifié par la direction en deux exemplaires (une version papier et une version électronique) auprès de la DIRECCTE de Paris et en un exemplaire au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 15 octobre 2015.

La Croix-Rouge française

M. Philippe CAFIERO

Directeur des ressources et des relations humaines

*signé*

La Fédération nationale des syndicats des services de santé  
services sociaux CFDT

*signé*

La Fédération CFTC santé et sociaux

*signé*

La Fédération de la santé, de la médecine  
et de l'action sociale CFE-CGC

*signé*

La Fédération de la santé et de l'action sociale CGT

*non signataire*

La Fédération des services publics et de santé FO

*non signataire*